

## **L'OTAN, gendarme planétaire ou quand Washington modèle le Vieux Continent...<sup>1</sup>**

***Du récent sommet de Bucarest, il ressort d'abord que l'OTAN prend l'Union européenne de vitesse : élargissement, doctrine militaire... « L'Otan est à présent une alliance expéditionnaire qui déploie ses forces à travers le monde pour assurer un avenir libre et pacifique à des millions de personnes », a indiqué George W. Bush. Comme en Afghanistan ? Les États-Unis ont obtenu un feu vert pour déployer leur bouclier antimissile. Une exigence – soutenue par les capitales européennes – qui suscite un foyer de tension avec la Russie. Et relance la course aux armements.***

En janvier, quatre Américains signaient un article d'une page entière dans le *Wall Street Journal*. Ils appelaient à l'avènement d'un monde libéré des armes nucléaires. L'événement – outre que le quotidien de la haute finance globalisée se prêtait au jeu - c'était la personnalité de ces quatre hommes. George Shultz, secrétaire d'Etat de Bush père, William Perry, secrétaire à la Défense de Clinton, Henry Kissinger, l'âme damnée de Nixon, et l'ancien sénateur démocrate Sam Nunn ne passent pas pour des militants pacifistes. Que pensent-ils ? Que la dissuasion nucléaire, dont ils ont si longtemps prôné les vertus, est « *une politique obsolète dans le monde d'aujourd'hui* ». Pourquoi ? Parce que - c'est là une évidence - pousser sur le bouton déclenchant le feu atomique reviendrait à condamner à mort des millions de personnes, tant du côté de l'agresseur que de l'agressé. C'est ce que le théoricien de cette « doctrine » militaire, Robert McNamara, secrétaire à la Défense de Kennedy au début de la décennie 1960, appelait la « destruction mutuelle assurée ». Ensuite parce que la prolifération nucléaire rend la dissuasion « *de moins en moins efficace et de plus en plus problématique* ».

Le fait est là. « *La prolifération est une puissante incitation à réfléchir sur les dangers potentiels provoqué par la multiplication des Etats ayant accès à la technologie nucléaire. Les possesseurs sont de plus en plus nombreux et les candidats plus nombreux encore.* »<sup>2</sup> Il serait donc judicieux d'en revenir, d'abord, à l'esprit et à la lettre des accords internationaux. Et d'abord, au traité de non-prolifération (TNP) nucléaire. Ce TNP qui « *contient une clause que les cinq puissances nucléaires officiellement reconnues n'ont jamais respectée : la réduction drastique de leur propre arsenal, prélude à leur destruction.* »<sup>3</sup>

### **Le TNP bafoué**

Cet accord de 1968 engageait les « Etats non dotés de l'arme nucléaire » (les ENDAN) à renoncer à celle-ci tout en ayant le droit de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Il prévoyait également que les « Etats dotés de l'arme nucléaire » (les EDAN) prennent le chemin du désarmement. Las... « *La modernisation des armes nucléaires, la place des armes dans les doctrines militaires et le rejet des 13 étapes (adoptées en 2000 et devant mener à un désarmement progressif. Ndlr) sont autant de points qui montrent le peu d'empressement des EDAN à 'poursuivre de bonne foi' le désarmement nucléaire et laissent un goût amer aux pays non nucléaires. Comme l'avait déclaré en octobre 2004 le Commissaire européen aux relations extérieures, Chris Patten, ' (...) Il est très difficile pour nous d'argumenter qu'il est moralement répréhensible que d'autres pays développent leur capacités nucléaires alors que nous, les pays dotés de l'arme nucléaire, ne poursuivons pas tous nos engagements envers le TNP par exemple ' » Et depuis lors « *les événements ont illustré les trois risques qui menacent la paix et la sécurité internationales : l'extension du nombre de pays dotés de l'arme atomique ; l'utilisation de la technologie nucléaire par des réseaux terroristes ; et les dangers posés par les stocks nucléaires des EDAN.* »<sup>4</sup> Au point que, « *pour le Groupe des personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le**

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 344 du *Journal du mardi*, 6 mai 2008.

<sup>2</sup> « Vers un monde sans armes nucléaires ? » *Le Monde* du 22 janvier 2008.

<sup>3</sup> *Ibidem*

<sup>4</sup> « *La crise du régime de non-prolifération* ». Par Céline Francis, chargée de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP-Bruxelles). Juillet 2005.

*changement convié par Kofi Annan, 'nous ne sommes pas loin du point de non-retour de l'effritement du régime de non-prolifération et du déclenchement d'une cascade de prolifération' »<sup>5</sup>*

### « Réarmement général »

En décembre à Paris, Bill Williams, président de l'Association internationale des médecins pour la prévention du risque nucléaire, expliquait que « *ce ne sont pas seulement les hippies et les radicaux* » qui ont à gagner à la disparition de l'arsenal nucléaire. Cet Australien, responsable de « *Ican* » (littéralement « Je peux », acronyme anglais de Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires), a relancé en octobre 2005 l'action en faveur du TNP. L'objectif de la campagne, relayée par 54 associations ? « *Établir une convention sur la destruction des armes nucléaires.* » Et le médecin de décliner les étapes pour y parvenir. Tout d'abord, « *interdire la production, le développement, les tests, la constitution de stocks, le transfert et enfin la menace d'utilisation* » des armes nucléaires. Puis « *mettre fin à l'alerte nucléaire* », retirer et désarmer « *les armes déployées sur le terrain* », détruire les silos. Une fois cet énorme travail accompli, établir un « *contrôle international sur les matériaux fissiles* », type uranium. Dominique Lalanne, directeur de recherche en physique nucléaire au CNRS (France) et président d'Abolition 2000-Stop essais, a évoqué un contexte « *de plus en plus instable* » de « *réarmement général* ».

Mais le mouvement associatif n'est pas seul à s'inquiéter. Lors de l'ouverture de la session 2007 de la Conférence sur le désarmement à Genève, le secrétaire général de l'ONU avait appelé la communauté internationale à stopper l'expansion de l'arsenal nucléaire et à accélérer la réduction des stocks d'armes qui existent déjà, alors que les dépenses militaires dans le monde avaient atteint 1200 milliards de dollars. « *Cette somme incroyable représente 2,5% du produit intérieur brut mondial. Si seulement 1% du PIB était redistribué pour le développement, nous pourrions atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)* », avait-il fait remarquer. Un exercice de style ? À l'issue de sa session de 2006, et pour la huitième année consécutive, la Conférence n'était même pas parvenue à un accord sur un programme de négociations. Les choses en sont toujours là. Lançant la session 2008, Ban Ki-moon a simplement constaté que « *Si le désarmement ne progresse pas, la réaction en chaîne ne peut se produire* » et a décrété « *la Conférence en danger* ».

### Carquois nucléaires ?

Effectivement. Et les risques sont réels. « *On connaissait la doctrine Bush, fondée sur le principe des attaques préventives. On connaît désormais la doctrine Cheney, formulée peu de temps après le 11-Septembre par celui que l'on considère souvent comme le véritable stratège de la Maison Blanche : 'Même lorsqu'une menace importante n'a qu'une probabilité de un pour cent, elle doit être considérée, pour ce qui est de notre réponse, comme une certitude.'* Qu'il s'agisse de la possibilité que les scientifiques pakistanais aident Al-Qaida à construire l'arme nucléaire, ou de la possession par l'Irak d'armes de destruction massive, un seuil d'alerte minimal justifie des politiques draconiennes. En effet, pour le vice-président des Etats-Unis, ce qui importe, 'ce n'est pas la qualité de notre analyse, mais celle de notre riposte'<sup>6</sup> » Un raisonnement qui a la vie dure et dont, en Europe, un homme comme Nicolas Sarkozy n'est peut être pas si éloigné. Contestant à Londres et Berlin le rôle de meilleur ami des Etats-Unis, le président français multiple les propos susceptibles de plaire à Washington. Ainsi, il n'exclut plus, lui non plus, des « *avertissements nucléaires* », des « *frappes limitées* » contre des pays qui menaceraient « *nos intérêts vitaux* ». Une banalisation de l'arme atomique qui risque d'encourager la prolifération.

---

<sup>5</sup> Ibidem

<sup>6</sup> Commentaire du *Monde diplomatique* sur le livre « *The one percent doctrine* » de l'Américain Ron Suskind. Janvier 2007.

Dans un rapport rendu public le 22 janvier, cinq anciens chefs d'état-major de pays membres de l'Alliance atlantique<sup>7</sup> ont plaidé, eux-aussi, pour l'éventualité de frappes nucléaires préventives. Ce texte, destiné à l'OTAN et pompeusement intitulé « *Vers une grande stratégie dans un monde incertain* », pose notamment que « *les armes nucléaires – y compris l'option de leur utilisation- sont indispensables puisqu'il n'y a tout simplement pas de perspective d'un monde sans armes nucléaires* » et que « *l'utilisation en premier d'armes nucléaires doit demeurer dans les carquois de l'escalade comme instrument destiné à empêcher l'utilisation d'armes de destruction massive, afin d'éviter des risques véritablement existentiels.*»

### **L'Otan, Alliance globale**

Le document, sous-titré « *Pour renouveler le partenariat transatlantique* », publié à quelques semaines du sommet de l'Alliance atlantique qui s'est tenu début avril à Bucarest, entend dessiner ce que devrait être demain une sécurité internationale cogérée par la triade Etats-Unis-Union européenne-OTAN. Mais une triade sous influence militaire.

Considérant de façon très « bushiste » que notre monde n'a pas à s'interroger sur les conséquences des stratégies occidentales, et singulièrement américaines, sur les violences, conflits et menaces actuelles, nos docteurs Folamour condamnent comme « *incapables* » ou « *inadéquates* » les institutions internationales comme l'ONU ou l'Union européenne. Pour en conclure que seule l'OTAN peut se targuer de « *remarquables succès* ». Et tout naturellement proposer un nouvel ordre mondial construit autour de l'Alliance atlantique et qui donnerait à celle-ci, à ses échelons militaires, une véritable autonomie décisionnelle en matière d'interventions tous azimuts. Cela, au détriment des Etats, et même de sa propre instance de décision politique, le Conseil qui réunit les ambassadeurs ou les ministres des Etats membres. Ce changement de nature de l'OTAN irait de pair avec la poursuite de son élargissement pour en faire une Alliance globale.

En prime, le rapport souligne « *nous avons évité de faire autant de propositions pour l'UE que nous en avons fait pour l'OTAN. Et ceci pour deux raisons : premièrement, un nouveau traité, qui va remplacer la défunte "Constitution", a été négocié et se trouve actuellement sur le point d'être adopté en contrebande afin d'éviter les risques qu'il y aurait à le faire voter par les Européens. Deuxièmement, de nouvelles propositions sont sur la table comme celles du président français d'établir un groupe de sages et de créer une zone de coopération méditerranéenne. Les résultats de ces initiatives vont changer l'Europe.* » (voir ci-dessous : « *Un nouveau siècle atlantique ?* ») Cette formulation édifiante - y compris sur le traité et la façon de le faire adopter - montre toute la bienveillance accordée à bien des dirigeants européens concernant l'avenir de l'OTAN et la mise en place d'un nouvel ordre sécuritaire international où l'armement atomique jouerait un rôle central.

### **Alignement belge**

Certes, il s'agit là d'une « projection stratégique » qui n'engage d'abord que ses auteurs. Mais qui espère asseoir sa pertinence dans les débats qui agitent actuellement l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. Le sommet de Bucarest devait constituer « *une pierre angulaire dans la transformation de l'OTAN* », avait déclaré le secrétaire général de l'Alliance, Jaap de Hoop Scheffer. À cet effet, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord doit avoir « *de plus fortes capacités opérationnelles et de nouvelles relations politiques* » afin de devenir « *une pourvoyeuse bien plus efficace de sécurité dans un monde de plus en plus « globalisé » et dangereux* ».

On ne pourrait mieux définir le rôle de cette sorte de « brigade anti-criminalité » planétaire que l'on veut désormais faire jouer à l'OTAN, une fonction qui serait justifiée par une prétendue nouvelle dangerosité du monde. D'ailleurs, souligne Jaap Scheffer, la participation au Sommet de vingt-quatre dirigeants chefs d'États

---

<sup>7</sup> Il s'agit de John Shalikashvili, ex-chef d'état-major américains sous Bill Clinton et ex-commandant en chef de l'OTAN en Europe, du maréchal britannique Peter Inge, du général allemand Klaus Naumann, ancien président du comité militaire de l'OTAN, du général néerlandais Henk Van der Breemen et de l'amiral français Jacques Lanxade, ex-chef d'état-major de François Mitterand.

membres et partenaires « démontre clairement et mieux que tout le changement de rôle de l'OTAN comme instrument politico-militaire flexible au service non seulement de ses membres mais aussi de celui de la plus large communauté internationale ». Il ne s'agirait donc plus d'une alliance défensive au service de ses membres, mais bien d'une nouvelle structure militaro-politique destinée à assurer la prééminence planétaire du « monde occidental ».

À Londres, Nicolas Sarkozy n'a pas dit autre chose lorsqu'il a évoqué la « centralité de l'OTAN ». Le président français a aussitôt confirmé un renforcement de la participation française à la guerre en Afghanistan. Un geste qui va au-delà de la solidarité intra occidentale. « En reprenant 'toute sa place' dans l'OTAN, comme dit M. Sarkozy, la France va-t-elle s'aligner sur Washington ou se mettre en situation de peser davantage sur les décisions de l'Organisation ? » s'est demandé benoîtement *Le Monde*.

« C'est sans doute là la clé de ses projets bellicistes. Pour les États-Unis, l'Afghanistan est d'abord un immense champ de manœuvre grandeur nature pour mettre en ordre de bataille la 'boîte à outils' qu'est l'Otan afin d'en faire leur bras armé à bon compte dans leur stratégie hégémonique mondiale. Ainsi, des chasseurs-bombardiers états-uniens peuvent désormais atterrir sur le porte-avions français et des Rafale ont été adaptés pour pouvoir porter et tirer des missiles air-sol américains... » a justement noté *L'Humanité*. « L'Afghanistan est stratégique pour le contrôle des sources d'hydrocarbures de la mer Caspienne et les pressions militaires sur quatre puissances nucléaires dont trois au moins deviendront - selon les penseurs de Washington - des concurrents directs des 'intérêts des États-Unis', la Russie, l'Inde, la Chine, et accessoirement le Pakistan. Plus immédiatement, la puissance de feu déployée en Afghanistan pourra éventuellement servir à une agression contre l'Iran<sup>8</sup>. » Cela n'empêche pas la Belgique d'élargir son contingent militaire au Moyen-Orient, volant à son tour au secours des dirigeants américains, embourbés dans ce pays du Moyen-Orient où sévissent toujours les talibans. Le gouvernement Karzaï n'a jamais eu ni les moyens ni l'autorité pour réduire les intégristes, proches du Pakistan et de l'Arabie Saoudite, alliés historiques des États-Unis. On comprend que d'autres pays membres de l'OTAN, à l'instar de l'Allemagne, rechignent. Pas le nôtre qui, sans le moindre débat public, s'aligne sur la puissance américaine.

## Messianisme

L'OTAN, pourtant, vieillit mal, il s'agit bien « d'une crise de légitimité » selon François Géré, directeur de l'Institut français d'analyses stratégiques (IFAS) : « la mission de l'OTAN s'est diluée au cours de ces dernières années de manière telle que l'on ne sait plus très bien à quoi elle sert ». Fondée en pleine guerre froide et provoquant en réplique la création du traité de Varsovie, il eût été logique que cette alliance « défensive » disparût après la dissolution de l'URSS en 1991. Et pourtant cette même année, le sommet de Rome décidait que l'organisation survivrait, attirant dans son giron plusieurs pays du défunt traité de Varsovie et proposant des « partenariats pour la paix » à une vingtaine de pays en Europe, dans le Caucase et en Asie centrale. La Pologne, la République tchèque et la Hongrie, furent les premiers pays de l'ancienne zone d'influence soviétique à être officiellement enrôlés en 1997.

L'Alliance peut-elle chercher sa raison d'être en se transformant en organisation politico-militaire globale à vocation nucléaire ? Se couler dans la messianique « stratégie de sécurité nationale des États-Unis » qui se donne pour « but ultime de mettre fin à la tyrannie dans le monde », comme on peut le lire dans un document du même nom présenté naguère par George Bush ? Le prétexte des « périls globaux » est, là encore, utilisé pour légitimer la militarisation des relations internationales : « Les États-Unis se trouvent dans les premières années d'un long combat, semblable à ce que notre pays a eu à affronter dans les premières années de la guerre froide », car, affirme-t-il, « une nouvelle idéologie totalitaire menace aujourd'hui », la « perversion d'une fière religion ». Que n'invente-t-on pas pour illustrer le « destin naturel » des États-Unis de sauver le monde ?

---

<sup>8</sup> « L'Élysée prêt à s'enfoncer dans le borbier afghan » *L'Humanité*. Le 1<sup>er</sup> avril 2008.

Le président américain a illustré son premier mandat en pratiquant la guerre unilatérale «*préventive*». Il vient d'obtenir de ses amis européens que l'aire de l'Alliance atlantique soit étendue dans les Balkans occidentaux à la Croatie, l'Albanie. Et, demain, à la Macédoine, voire, en direction de la Russie, à l'Ukraine et à la Géorgie. Depuis la chute du Mur de Berlin, l'OTAN a ainsi absorbé les pays de l'ex-Pacte de Varsovie. Son extension l'a menée jusqu'aux frontières de la Russie, ulcérée par l'installation du bouclier anti-missiles nucléaires américain en Pologne et en République tchèque.

### De Gucht et Leterme heureux

Le ministre belge des Affaires étrangères – avec l'aval, apparemment, de tous ses partenaires gouvernementaux – est béat. De Gucht voit dans l'expansionnisme de l'Otan une «*couveuse*» sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne. On ne saurait plus officiellement assujettir la construction de l'Union aux visées impérialistes de la puissance américaine.

Comme ils l'avaient déjà fait en juin 2007, les Européens – aux prises avec de lourdes questions existentielles quant à l'avenir du processus d'intégration continental - se sont encore pliés à l'argumentaire fallacieux des Etats-Unis – le danger nucléaire iranien – en entérinant l'implantation d'éléments de la défense antimissile en Pologne et en République tchèque. Les Alliés ont effectué à ce propos un virage spectaculaire : ils y voient désormais la «*contribution essentielle*» de cette défense «*à la protection des Alliés*».

En prime, Yves Leterme, a expliqué qu'«*Il faut expliquer à l'opinion publique belge et occidentale qu'une présence militaire en Afghanistan, cela apporte un plus pour la population afghane*». Méconnaissance incroyable de la situation ou déni de réalité ? Le Premier ministre ne s'intéresse pas davantage au risque que représente la stratégie américaine pour l'Europe. Or, celle-ci devrait «*s'interroger sur le projet diplomatique caché derrière l'appel à un rôle renforcé de l'OTAN. Après l'Afghanistan et surtout l'Irak, quel pays non occidental percevra les capacités de projection de l'OTAN comme une force destinée à stabiliser une région en crise ?*», interroge *Le Monde diplomatique*, «*Où se trouve l'intérêt de l'Europe ? D'abord dans la construction d'une sécurité internationale multilatérale qui tienne compte des intérêts légitimes de chacun et non du droit des 'puissances occidentales' à gérer la sécurité de la planète... Il (devrait s'ensuivre) une modification sensible de son rapport à l'OTAN<sup>9</sup>.*» Un chemin que l'organisation atlantiste n'envisage de prendre qu'à reculons.

### Intégration atlantiste et traité de Lisbonne

Emanciper l'Union européenne de la tutelle de l'OTAN. Ce n'est pas ce que disent les traités européens existants, que le traité de Lisbonne vient compléter. Le traité sur l'Union européenne (1992) indique que «*la politique de l'Union (...) n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)*». Le traité de Lisbonne vient élargir l'éventail des missions de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE, pour les rendre encore davantage compatibles avec les missions de l'OTAN. Ainsi selon l'article 27 du traité de Lisbonne, «*l'Union peut avoir recours (à une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires) dans les missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale*».

---

<sup>9</sup> «*Les Etats-Unis sont-ils une menace pour l'Europe*». *Le Monde diplomatique*. Avril 2008.

## Document : Un nouveau siècle atlantique ?<sup>10</sup>

**Un manifeste signé par cinq hauts gradés américain et européens explique que l'Alliance doit montrer « au monde que l'OTAN est une force du Bien », histoire de détenir « la maîtrise de l'information dans les relations publiques » et de faire en sorte de « gagner les cœurs et les esprits aussi bien de ses propres nations que des gens du théâtre d'opérations »...**

En janvier 2002, le président Bush, dans un discours sur « l'axe du mal » utilisait le terrorisme pour justifier les actions unilatérales des Etats-Unis à venir. Le secrétaire à la Défense de l'époque, Donald Rumsfeld évoquait la nécessité de se préparer à se battre sur plusieurs fronts majeurs à la fois. Et donc d'une augmentation des capacités et des dépenses militaires US. Devant ces choix, les contraintes du droit international étaient à ranger au rayon des souvenirs. Un éminent faucon de Washington déclarait : « *Les Etats-Unis ont un droit fondamental à se défendre comme ils l'entendent. Si un traité nous empêche d'exercer ce droit, il faut passer outre.* »

L'administration américaine a dû se rendre à l'évidence : les choses, sur le terrain – en Irak ou en Afghanistan, par exemple – ne sont pas aussi simples que cela. Il faut donc bien compter sur des alliés parfois peu convaincus des arguments du parrain d'outre-Atlantique. C'est sans doute l'objectif du manifeste intitulé « *Vers une grande stratégie pour un monde incertain* ». Un document rendu public le 10 janvier dernier, à Washington et rédigé sous l'égide de l'Institut international d'études stratégiques de Londres (IISS) et de la fondation néerlandaise Noaber, proche de l'intégrisme chrétien. Il entend nourrir la réflexion en vue de la transformation de l'OTAN en bras politique et militaire de l'hégémonisme états-unien sur la planète.

Le texte a été lancé par cinq anciens chefs d'état-major européens et états-unien, qui affirment sans rire que leur « *point d'ancrage est la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies* ». Or, il affirme que « *l'utilisation en premier d'armes nucléaires doit demeurer dans les carquois de l'escalade comme instrument destiné à empêcher l'utilisation d'armes de destruction massive.* » Un appel à violer la charte des Nations unies au profit de la guerre nucléaire préventive. L'appel, considérant les « *menaces* » qui pèsent sur les « *démocraties occidentales* », pose que ces dernières ont, seules, la capacité d'instaurer un monde fondé sur les « *valeurs de démocratie et de liberté* ». Partant de là, les États-Unis doivent pouvoir compter sur le « *couple transatlantique* », dans l'optique de la constitution d'un « *directoire* » à trois pôles qui partagent « *des buts, des valeurs et des intérêts communs* » : les Etats-Unis, une OTAN « *renovée* » et l'Union européenne élargie. Cela, pour mettre en place une « *alliance de démocraties allant de la Finlande à l'Alaska* ».

### Du terrorisme au sida

Première menace : la démographie car, d'ici à 2050, la population mondiale « *dépassera les 9 milliards* » et celle de l'Europe, qui compte aujourd'hui pour 11 % de la totalité, ne sera plus que de 7 %... Le rapport cite ensuite le « *changement climatique* », la « *sécurité énergétique* », la « *montée de l'irrationnel* » et « *l'affaiblissement de l'État-nation* ». Et enfin, en un drôle d'amalgame, « *la face obscure de la mondialisation* ». Soit « *le terrorisme international, le crime organisé et la prolifération d'armes de destruction massive, mais aussi les menaces asymétriques d'acteurs par procuration ou l'abus des pressions financières et énergétiques. Les migrations continuent à lancer des défis au monde, ainsi que des maladies dramatiques comme le sida* ».

Cette situation appellerait de se préparer à intervenir « *dans nombre de scènes (et) de domaines traditionnellement séparés* ». Elle exigerait « *une volonté de frapper dur avec la force militaire quand ce sera nécessaire* ». L'« *asymétrie (des forces) sera utilisée par toutes les parties en conflit, ce qui signifie que, nous aussi, nous devons être bien mieux préparés à l'inattendu et faire en sorte que la partie opposée ne sache jamais*

---

<sup>10</sup> Analyse parue dans le N° 344 du *Journal du mardi*, 6 mai 2008.

*comment, où et quand nous agirons. (...) L'escalade nucléaire est le pas ultime d'une réponse asymétrique et, dans le même temps, c'est le moyen le plus puissant d'induire l'incertitude dans l'esprit d'un opposant ».*

C'est bien là un décalque de la doctrine militaire en vogue à Washington. Une doctrine largement défendue par l'ancien premier ministre britannique Tony Blair, et adoptée également par Sarkozy. Déjà, en janvier 2006, Jacques Chirac avait affirmé être prêt à lancer - notamment en cas de contestation de nos « *sources d'approvisionnement* » ou de « *menace terroriste* » de la part d'un État - une attaque nucléaire préventive, même contre un pays non nucléaire.

### **Accroître les dépenses militaires**

*« Les opérations en cours en Irak et en Afghanistan ont montré que les structures actuelles des forces de la plupart des États occidentaux ne sont pas pleinement capables de répondre aux défis militaires présents. Tandis que les membres de l'OTAN investissent dans de nouvelles capacités, nombre de ces dernières ne sont prévues que pour l'ère géographique de défense de l'OTAN. (...) Les membres de l'OTAN n'ont pas la volonté d'investir dans des capacités exigées aujourd'hui et leurs budgets de la défense ne reflètent pas les priorités. »*

Le moment est venu, affirment les ex-chefs d'état-major, de réformer l'OTAN - « *unique organisation à la fois politique et militaire* » - pour développer et exploiter à plein ses capacités d'intervention partout dans le monde. Il s'agirait de donner une autorité supranationale à l'OTAN. Ainsi, « *l'OTAN devrait abandonner le principe du consensus à tous les niveaux, à l'exception de celui du conseil* ». Ensuite, « *uniquement les États qui contribuent à une mission - c'est-à-dire par des forces armées dans une opération militaire - devraient avoir le droit de décider du processus de l'opération* ».

Tant qu'à faire, les cinq demandent à l'Union européenne de mettre fin à son « *obstruction à la coopération UE-OTAN* » et de tout faire pour devenir « *le véritable et indispensable partenaire des États-Unis* » afin d'agir dans « *l'intérêt commun transatlantique* ».

### **Un fardeau pour l'Europe**

À Munich, le 9 janvier dernier, paraphrasant Nicolas Sarkozy, le ministre français de la Défense, Hervé Morin, affirmait: « *l'Europe doit faire plus pour partager le fardeau de sa défense (...) Et on voit bien que l'Union européenne, ce n'est pas moins d'Alliance mais plus de forces - de ce réservoir de forces qui sont au service de l'Alliance et de l'Union européenne* ». La Belgique, comme la France et la plupart des capitales de l'Union, insiste sur le rôle de l'OTAN « *en tant que forum essentiel de consultation entre l'Europe et l'Amérique du Nord sur les questions de sécurité* ». Pour le ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht, « *un pilier européen renforcé de sécurité et de défense sera bénéfique, à la fois, pour l'Union européenne et l'OTAN* ». Il plaide pour l'extension des missions de l'OTAN, « *en principe (sic) sous mandat de l'ONU* » et des synergies plus poussées entre les deux institutions. Le 2 février à Rome, il a fait siennes les analyses des cinq militaires retraités.<sup>11</sup>

Ces « *mises à jour* » reflètent pourtant insidieusement les directives tracées par le « *Projet pour un nouveau siècle américain* » (PNAC), élaboré en 1997 par les idéologues néoconservateurs arrivés ensuite au pouvoir avec W. Bush. Une doctrine devant conduire à l'hégémonie planétaire des États-Unis dont l'appel des généraux est en quelque sorte une mise à jour : face aux échecs des guerres états-uniennes, il y a urgence de faire de l'OTAN un supplétif pour tenter de contrer l'émergence en cours d'un monde multipolaire.

---

<sup>11</sup> Allocution du Ministre De Gucht au NATO Defence College à Rome: NATO and international security in the 21st century, le 2 février 2008.

## Défense antimissile : avec les compliments des Européens

La rencontre entre George Bush et Vladimir Poutine à la suite du sommet de l'OTAN à Bucarest n'y a rien fait. Le conflit sur le bouclier antimissile reste entier. Le président américain n'attendait d'ailleurs pas grand-chose de ce « sommet ». A la veille de son arrivée dans la capitale roumaine, il reconnaissait d'ailleurs qu'il se contenterait de répéter à M. Poutine que ce bouclier ne vise pas la Russie mais seulement à contrer la menace balistique de pays "voyous" du Moyen-Orient. Histoire de confirmer que le déploiement prévu sur le sol européen n'est pas négociable. Dans ces conditions, dire que la « confiance » ne règne pas tient du doux euphémisme. Les Etats-Unis veulent installer des intercepteurs en Pologne et un radar d'alerte en Tchéquie, au prétexte, disent-ils, que Téhéran, cherchant à se doter de l'arme nucléaire, menacerait l'Occident. Or, des bases américaines encerclent l'Iran, en Irak, dans le Golfe, en Afghanistan, dans d'anciennes républiques soviétiques et en Turquie, fidèle alliée au sein de l'OTAN. Et la Maison Blanche milite ardemment pour l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN. Pour tester Washington, les dirigeants russes avaient d'ailleurs proposé en 2007 – et en vain – de mettre à disposition la base russe de Gabala, située en Azerbaïdjan, à quelques encablures de l'Iran.

Les populations tchèques et polonaises elles-mêmes, directement concernées, ne sont pas convaincues par le discours de Washington, elles qui s'opposent majoritairement au projet américain ? Peu importe.

### « Théologie politique »

C'est en décembre 2002 que le programme dénommé *National Missile Defense* a été lancé. Ou plutôt remis au goût du jour. Car « *l'obsession antimissile* » des dirigeants américains<sup>12</sup> est une vieille histoire tournée dès le départ contre Moscou. En 1957, déjà, il était prévu de mettre en place des intercepteurs à charge nucléaire destinés à contrer des missiles ennemis. Kennedy a embrayé dans les années 1960. Le traité antimissile balistique (ABM) de 1972 mettra un frein aux efforts américains – et à ceux des Soviétiques dans le même domaine. On sait que Ronald Reagan relancera la compétition en 1983 avec son Initiative de défense stratégique (L'IDS, requalifiée « guerre des étoiles »).

A peine arrivé au pouvoir en 2001, George Bush a donné un nouveau coup d'accélérateur à la défense antimissile. Il a dénoncé unilatéralement le traité ABM un an plus tard. Pour le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, il s'agissait là d'une « *question de morale* ». Cela a fait dire à des parlementaires français que le projet américain reposait moins sur une « *analyse stratégique* » que sur une « *théologie politique* ». Un constat éclairant mais qui ne rassurera personne.

En janvier 2007, les Etats-Unis ont officiellement demandé de pouvoir installer 10 missiles intercepteurs en Pologne et un radar de détection en Tchéquie afin de compléter un dispositif global qui sera déployé notamment en Alaska, en Californie, au Groenland et en Grande-Bretagne.

Un bouclier techniquement incertain et financièrement très coûteux pour contrer les « Etats voyous » comme l'Iran ? Des pays dont les dirigeants seraient à ce point abrutis qu'ils envisageraient de lancer une attaque contre les Etats-Unis ou ses alliés occidentaux, quitte à se voir rayer de la carte ? C'est l'idée que les faucons de Washington tentent de faire partager par les capitales européennes au nom du « choc des civilisation » et de la lutte contre « le terrorisme international ».

### Faits accomplis

En février, un ancien satellite espion américain était pulvérisé par un missile antimissile tiré d'un navire de l'US Navy. Officiellement, il s'agissait de détruire un engin qui risquait de retomber sur terre. La Russie – et la Chine – n'ont pas manqué d'y voir un test destiné à démontrer spectaculairement la capacité des Etats-Unis à mener une

---

<sup>12</sup> Lire à ce propos : « *L'obsession antimissile des Etats-Unis* ». *Le Monde diplomatique*, juillet 2007. Accessible sur le site Internet du journal.



« guerre des étoiles ». Quelques jours plus tôt, Vladimir Poutine avait prononcé un discours bilan regrettant une nouvelle course aux armements lancée par Washington. Le président russe pointait les deux éléments d'une stratégie délibérément tournée vers son pays : « L'OTAN se rapproche de nos frontières. Nous avons retiré nos bases à Cuba et au Vietnam. En retour, nous avons de nouvelles bases américaines en Roumanie et en Bulgarie. Et une nouvelle région de défense antimissile ».

Les Russes ont, effectivement, quelques raisons de manifester leur « préoccupation » devant des faits accomplis qui confirment la volonté étatsunienne de conserver la primauté stratégique sur tout rival potentiel. « Les négociations portant sur les équipements prévus pour la République tchèque et la Pologne, se déroulent en parallèle à d'intenses tractations en vue d'un nouvel élargissement de l'OTAN (...) Des commentateurs russes crient à l'encerclement. (...) D'autre part, sur la scène politique des pays concernés par le volet européen du BMDS (acronyme anglais pour « bouclier antimissile américain. Ndlr), la rationalité évoquée n'est évidemment pas celle d'une menace iranienne. Le parti au pouvoir à Prague déclare ouvertement que des installations américaines sur son territoire sont nécessaires en guise de protection contre la Russie », notait une récente étude du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.<sup>13</sup>

### La messe est dite

Grosso modo, Moscou – et Pékin - récusent une aggravation de la disparité stratégique entre la Russie et les Etats-Unis. La Russie réfute aussi une vision des relations internationales hyper-militarisées au détriment du multilatéralisme. Elle dénonce enfin une politique qui, au nom du danger, à son sens systématiquement survalorisé, que représentent les Etats voyous, serait tournée contre elle. « Pour le Kremlin, si le danger n'est ni immédiat, ni crédible, alors l'offensive antimissile américaine sur le Vieux Continent se réduit à une volonté de 'containment' (endiguement) aux frontières d'une Russie renaissante » note un expert qui rappelle aussi « les nouveaux liens de dépendance » qui, par le biais d'accords militaires bilatéraux, lient les pays baltes d'Europe centrale et orientale à Washington. « Pour le Kremlin, la messe est dite. Le choix polonais est un choix d'influence, une manœuvre diplomatique d'encerclement de la Russie.<sup>14</sup> » Et un ton martial semble de mise. Le passage en force par plusieurs pays occidentaux dans le règlement du conflit kosovar, allant de pair avec l'élargissement de l'OTAN dans les Balkans, a provoqué une réaction digne de la guerre froide. Le représentant de la Russie à l'ONU a évoqué explicitement l'hypothèse d'un recours à la force militaire « pour qu'on nous respecte », « si l'UE adopte (sur la question) une position unie où l'OTAN dépasse son mandat (et) défie l'ONU ». Moscou a annoncé son intention de pointer des missiles vers l'Europe de l'Est si le système américain s'y installe : « Nous serons obligés de rediriger nos missiles contre les installations qui, nous le croyons bien, menacent notre sécurité nationale. » En décembre 2007, la Russie a suspendu sa participation au traité sur les forces conventionnelles en Europe. Quant à la Chine, elle a déjà démontré sa capacité, elle aussi, à jouer dans la course à la militarisation de l'espace en détruisant voici quelques mois un de ses satellites en vol. Avec la Russie, elle entreprend de répondre à l'élargissement de l'OTAN en renforçant l'Organisation de coopération de Shanghai<sup>15</sup> qui, outre des manœuvres militaires communes, vise la fermeture des bases américaines dans la région.

On sait les Russes grands amateurs d'échec. Mais c'est précisément ce qui les amène à penser stratégiquement à moyen et long terme. Notamment en accélérant la mise à jour de ses systèmes d'armements afin « d'infiltrer tout système antimissile ». Ils disposent aussi, avec leurs hydrocarbures, d'une « arme fatale », tant sur le plan géostratégique (en pesant sur le parcours des pipelines et des gazoducs) qu'économique, en négociant des prix à la carte. Ils savent, enfin, jouer de la carotte et du bâton. En février, à Genève, la Russie et la Chine ont déposé ensemble un projet de traité sur « le non-déploiement des armes dans l'espace et le non-emploi de la force

---

<sup>13</sup> « Star Wars en Europe. La défense de tous les dangers », Par Aris Roubos, journaliste et chercheur associé au GRIP (Bruxelles).

<sup>14</sup> « Subtile partie d'échecs entre Moscou et Washington ». Le Monde diplomatique. Avril 2008.

<sup>15</sup> En sont membres, la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. L'Inde, la Mongolie, l'Iran et le Pakistan y ont un statut d'observateurs.

*contre les objets cosmiques* » Une initiative qui souligne l'accroissement de la coopération stratégique russo-chinoise. La Maison Blanche a aussitôt rejeté cette proposition.

Au total, une nouvelle course aux armements dans l'espace et sur terre est ainsi lancée. L'Union européenne n'ignore rien des dangers de cette dangereuse dérive. Son silence, la complicité de ses membres au sein de l'OTAN, n'en sont que plus inconséquents.